

L'inquiétude en géographie : air du temps et transmission d'un savoir

Laurence Reynaud, doctorante à l'université de Poitiers, UMR 6588 "Migrations internationales, Espaces et Sociétés"

Enthousiasmée par l'appel à contribution lancé par l'UMR ESO, j'ai commencé par titrer ma communication : « L'inquiétude en géographie : pour une géographie sociale, citoyenne, critique et impliquée ». Après coup, je me suis dit que j'avais été bien prétentieuse de vouloir parler d'une géographie citoyenne, critique et impliquée ... qualificatifs lourds et chargés de sens. J'ai reformulé le titre –en conservant tout de même le terme d'inquiétude car c'est autour de lui que tourne ma recherche- et, plus modestement, je souhaite, en m'inscrivant dans la thématique n°4 qui s'intitule : « faire de la géographie sociale aujourd'hui », aborder deux points principaux. Dans un premier temps, j'exposerai une synthèse, non exhaustive bien sûr, de travaux de sociologues et philosophes sur ce que je nommerai « l'air du temps ». Il y sera fait allusion à l'individualisme postmoderne notamment et la définition d'une « nouvelle » démocratie dans laquelle une géographie « critique, vigilante, humaniste », pour reprendre les termes de l'appel communication, aurait sa place. Dans cette première partie, j'essaierai en outre de faire des ponts avec les objets de recherche de la géographie sociale. Le deuxième axe de réflexion, lui, s'attardera sur le l'idée d'inquiétude et, à la lumière de la définition qui en sera donnée, je finirai par une très courte comparaison de manuels scolaires afin de voir comment l'enseignement de la géographie concorde avec les inquiétudes de la société.

L'air du temps : quelle place pour la réflexion et l'action géographique ?

Commencer par évoquer les caractéristiques de l'air du temps qui nous est contemporain, aussi périlleux et peut-être vain que soit cet exercice, a pour but de poser les cadres de la réflexion sur « faire de la géographie sociale aujourd'hui ». En effet, si de nombreux colloques, textes ou autres manifestes ont réussi à donner une définition -depuis acceptée- de la géographie sociale, il demeure nécessaire de la mettre régulièrement en perspective avec la société dans laquelle elle s'insère. Cela revient à poser la question essentielle suivante : comment et en quoi la géographie sociale est-elle en mesure de répondre aux « questions vives » actuelles ? Par « questions vives », nous entendons les inquiétudes qu'une société éprouve et exprime en ce qui concerne, par exemple, son cadre de vie, sa santé, sa cohésion interne, sa liberté de choix... etc. Pour ne citer que quelques uns étant *a priori* du ressort de l'expertise géographique, les domaines affectés sont l'environnement, l'aménagement du territoire ou l'éducation.

Nous avons isolé trois principaux éléments pour avancer dans notre réflexion : l'idée du vide, l'éthique et l'environnement.

Le vide

Pour dépeindre l'état actuel des sociétés des pays développés, tour à tour qualifiées de postindustrielles ou postmodernes, une « rhétorique du vide » (Mongin, 2003) se serait mise en place et affirmée. Des essais arborent en ce sens des titres évocateurs : *L'ère du vide. Essai sur l'individualisme contemporain*, de Gilles Lipovestky; *La société de verre. Pour une éthique de la fragilité*, de Philippe Corcuff; *La peur du vide. Essais sur les passions démocratiques 1*, d'Olivier

Mongin. Dans cet ouvrage, écrit en 1991, l'auteur affirme en introduction que « nous vivons dans un désert physique et psychique, la liberté tourne en rond, à vide et nous n'avons d'autre ligne d'horizon que celle de la fin de l'histoire. L'imaginaire contemporain affectionne ces métaphores : le cercle, le vide, le désert » (p26).

Dans son essai sur « l'individualisme contemporain », Gilles Lipovestky va lui jusqu'à parler d'une « ère du vide », considérant que « la société postmoderne n'a plus d'idole ni de tabou, plus d'image glorieuse d'elle-même, plus de projet historique mobilisateur, c'est désormais le vide qui nous régit, un vide pourtant sans tragique ni apocalypse » (p16). Par « vide » il faut entendre un manque de foi en l'avenir qui n'est plus synonyme de progrès, un manque de mobilisation collective, un « flottement existentiel » même si il est teinté de « convivialité, d'écologisme, de psychologisme » (p16). L'avènement d'un certain type d'individualisme se manifesterait par le souci du bonheur et du confort personnels avant tout. Ainsi, le vide s'accompagnerait -presque paradoxalement- d'une « sensibilité verte », du « culte de la participation et de l'expression », de « la mode rétro » et de « la réhabilitation du local, du régional, de certaines croyances et pratiques traditionnelles » (p17). Thèmes qui ne sont pas, pour certains, étrangers aux préoccupations géographiques.

Le vide et l'individualisme, qui régneraient sans partage sur les sociétés postmodernes, conséquences de la perte de confiance dans ce que l'on nomme communément les « grandes valeurs » (Dieu, l'Avenir, le Progrès, la Science, la Politique...), ne doivent pas être abordés de manière monolithique. Ces hypothèses sociologiques sont à nuancer et il faut s'atteler à en déceler les subtilités. Ainsi, la poussée individualiste si souvent dénoncée ne se traduit pas nécessairement par une remise en cause du principe de solidarité. De nombreuses études ont mis en évidence la multiplication des associations et la prolifération de micro-réseaux de solidarité, dynamiques socio-spatiales dont bon nombre de mémoires de maîtrise, DEA ou thèses ont d'ailleurs fait leur sujet. Enfin, pour information, il faut savoir qu'en France on compte, en 2002, 21 millions de personnes de 15 ans et plus membres d'une association, ce qui représente une augmentation continue depuis plus de vingt ans (Insee Première, n° 920, 2003). Même si l'engagement dans une association de loisirs au sens large (activités sportives, et culturelles essentiellement) devance de loin celui dans une association visant la défense d'intérêts communs (protection de l'environnement, parents d'élèves, syndicats...) –ce qui signifie que c'est le développement individuel qui est surtout visé-, il faut voir dans cet intérêt accru pour le monde associatif un contrepoids intéressant à l'idée du vide.

L'éthique

Parallèlement à l'avènement d'une société constituée d'individus enclins à se préoccuper avant tout d'eux-mêmes, la notion d'éthique a pris une ampleur exceptionnelle. S'étant aperçu qu'il peut être à l'origine de sa propre disparition, comme cela a été démontré dans des ouvrages tels que *la Société du risque* de Ulrich Bech (pour ne citer qu'un de ceux qui ouvrirent la voix dans ce domaine de réflexion), l'homme exige de plus en plus de protection. Il souhaite l'établissement de remparts, de limites, car sa capacité d'action sur le monde a franchi un cap important. L'éthique, en tant qu' « orientation de l'agir humain par des normes »¹ apparaît comme une réponse à ses craintes. L'éthique est proche de la morale à ceci près que, pour reprendre la comparaison d'André Comte-Sponville, « l'éthique recommande » alors que « la morale commande ». Alain Etchegoyen

¹ Paul Ricoeur, p251, postface de l'ouvrage *Le temps de la responsabilité. Entretiens sur l'éthique*, Frédéric Lenoir, Fayard. 1991. 272 p.

différencie l'éthique de la morale en évoquant *La valse des éthiques*² et considérant que « depuis quelques années, jaillissant de sources très diverses, de nouvelles paroles reviennent dans la confusion, sous d'autres atours et d'autres mots. Les éthiques se sont substituées à la morale, comme un succédané. La transition de la Morale *singulière* aux éthiques *plurielles* est un signe des temps » (p14). Egalement signe des temps, le développement des *cafés philos*, des *cafés sociaux*, des *cafés citoyens* ou bien évidemment des *cafés géo* qui sont autant de lieux de débats sur des sujets de sociétés où l'acceptable et l'inacceptable cherchent à se définir..

Si le besoin de « recommandations » se fait sentir ce n'est pas sur une conduite générale à avoir, mais sur des sujets ponctuels et sectoriels, et c'est en ce sens que le rapprochement entre géographie sociale et éthique est intéressant. En effet, parmi ces secteurs ponctuels et sectoriels, on relève, entre autre, la présence de l'environnement (dont il sera question plus loin) et de l'aménagement du territoire. A ce propos, les travaux de Bernard Bret sont fort intéressants, notamment l'article « Penser l'éthique pour penser le territoire et l'aménagement », paru dans l'Information géographique de septembre 2001 et dans lequel il écrit : « La crainte que la rencontre de la philosophie morale et de la géographie humaine n'aille pas sans risque doit être surmontée par l'éventualité que la pratique des sciences sociales sans référence éthique n'aboutissent à des risques plus grands. Cette alternative revient finalement à constater que parler sur les hommes n'est pas innocent. Elle rappelle le chercheur à sa responsabilité qui n'est pas seulement scientifique ».

La demande sociale d'éthique s'est tout particulièrement fait sentir dans le domaine de la recherche scientifique témoignant en cela de « la sortie de la domination sans partage du positivisme et de la croyance dans la valeur scientifique et morale vertueuse de la connaissance scientifique »³. Cette demande sociale est aussi celle d'un plus grand contrôle des citoyens sur ce que « font » les scientifiques.

« L'idéal démocratique s'étend désormais au-delà du champ politique traditionnel et notamment aux questions qui relevaient jusqu'à présent d'*un bon usage politique de l'expertise scientifique*. Cette quête est liée, on le sait, à l'expansion des techniques "biosociales" (alimentation, santé, reproduction, habitat, environnement) et à l'ampleur des risques collectifs associés à cette expansion (contamination nucléaire, "vache folle", manipulation génétique, pollutions catastrophiques ou planétaires). Ces risques placent les gouvernements et les acteurs sociaux devant des crises techniques, politiques et médiatiques récurrentes qui suscitent des appels insistants à l'instauration d'un plus grand contrôle par les citoyens. » (p15)

« Agir public et conception collective : l'expertise comme processus démocratique »
Armand Hatchuel, p15-38

Face à cette dynamique, il convient maintenant de se demander quelle est la place du savoir géographique? En quoi celui-ci permettrait-il « un plus grand contrôle des citoyens »? Il y a un domaine dans lequel le savoir géographique a un rôle à jouer et qu'il nous ai apparu pertinent d'isoler, c'est celui de l'environnement.

² Alain Etchegoyen, *La valse des éthiques*, Editions François Barouin, Paris, 1991, 245p.

³ Christian Ruby, « Ethique et sciences sociales », in Jacques Lévy et Michel Lussault (dir), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin, Paris. 2003, 1034p. (p347-348)

L'environnement

Le dictionnaire *Le Petit Robert* (édition de 1993) fait remonter à 1964 l'apparition du terme « environnement » dans le sens écologique, dérivé de l'américain « environment » et c'est à partir de cette époque qu'il va connaître un succès grandissant. Alors que le terme de « nature » conservera une connotation plutôt artistique et philosophique, celui d'environnement s'installe durablement dans un contexte scientifique dominé par le néo-positivisme. L'environnement, qui a acquis une visibilité politique et économique, constitue en outre, et de plus en plus, un facteur de différenciation sociale. C'est pourquoi il intéresse la géographie sociale et qu'il n'est plus le domaine « privilégié » de la géographie physique.

La préoccupation environnementale, même si elle a acquis une audience internationale, demeure d'un point de vue sociologique le fait des sociétés « riches ». Les sociétés « riches » comme les sociétés « pauvres » portent toutes les deux atteinte à l'environnement, mais la possibilité –surtout au niveau individuel et quotidien- de s'en inquiéter est davantage remarquée dans les premières. Dans son ouvrage sur *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*, Gilbert Rist va d'ailleurs jusqu'à avancer l'idée d'une « nouvelle division internationale de l'environnement ». Source de conflit, de pouvoir et de différenciation sociale, tributaire d'un air du temps refusant l'incertain et redoutant l'irréversible, « l'environnement tel que nous le vivons, le concevons, le revendiquons est d'abord une construction sociale » (Pierre Lascombes, *L'éco-pouvoir. Environnements et politiques*, La Découverte, Paris, 1994, 320p).

Comme cela a été précédemment évoqué, le fait que l'agir humain ait acquis une capacité de destruction totale et irréversible, des sentiments d'insécurité, de fragilité, de finitude et d'inquiétude ont (re)fait une apparition en force dans les consciences collectives. L'exemple des risques « naturels » figure parmi les plus probants : le travail du géographe consisterait ici, ainsi que l'exprime Pierre George, à « une remontée d'aval en amont des processus générateurs de nuisance et la localisation des points ou des espaces de départ appelant surveillance et neutralisation » (p122) afin de mieux comprendre l'origine des risques, le processus selon lequel il se réalisent et la manière de les minimiser. Il s'agit là, toujours selon les termes de Pierre George⁴, d'un véritable « thème de géographie active et responsable. Application d'autant plus délicate qu'elle s'intègre à un jeu d'intérêts multiples et diversifiés allant de la quête du profit à une distribution du travail et de revenus générateurs d'emplois et de services » (p122). La thématique des risques naturels, que nous ne faisons qu'évoquer ici, dans la mesure où elle suppose un rapport au monde profondément modifié et qu'elle exige une production de connaissances particulièrement critiques et vigilantes, nous semble appelée à devenir de plus en plus importante pour la géographie sociale.

L'inquiétude en géographie

L'objet et la pertinence de la géographie sociale résidant, notamment, dans une attention particulière portée aux lames de fond qui sillonnent la société et bouleversent ses valeurs, ses besoins, ses projets; nous proposons de nous arrêter maintenant sur le terme « inquiétude ». Point de rencontre entre la société civile et la société savante, l'inquiétude -qui reste un mot clé, non un concept à part entière- nous permet de réfléchir aux manières de « faire de la géographie sociale aujourd'hui ».

⁴ Pierre George, *Chroniques du XXème siècle*, Armand Colin, 1994, 130p.

L'inquiétude en géographie

Le premier sens, littéraire, du mot « inquiétude » est le suivant : état de ce, celui ou celle qui bouge, qui est en mouvement. Par extension, sont ainsi désignés l'agitation, les tremblements du corps ou d'une partie du corps. Dans le langage plus courant, l'inquiétude est un état de préoccupation, de trouble ou de tourment qui empêche le repos, la sérénité. Elle trouverait donc ses contraires avec l'assurance, le calme, l'insouciance, la paix, la tranquillité. Le terme d'inquiétude a aussi, dans certains emplois, une valeur tout à fait positive et traduit un intérêt, une absence d'indifférence. Nous trouvons là une dimension importante de l'inquiétude et c'est dans le sens d'une attention portée à quelque chose ou à quelqu'un que nous entendons recourir à ce vocable.

« J'étais en inquiétude. Je ne laissais passer ni mot, ni une intention, ni un geste. »

Maupassant, *Contes et Nouvelles*, tome 2, 1883, p1279

L'inquiétude peut alors se placer au niveau de la recherche en tant que questionnement, remise en question. Nous entendons en effet, par ce mot, évoquer un état d'esprit, une dynamique intellectuelle qui vivifie la réflexion et la production de savoirs, qui les font se régénérer, se renouveler car l'inquiétude est remise en cause, volonté de comprendre à chaque fois plus, à chaque fois autrement.

« Mon inquiétude d'esprit, qui, quand le vrai est trouvé, me le fait chercher encore »

Renan, *Souvenir d'enfance*, 1883, p69

D'un point de vue disciplinaire, on peut considérer que des sources d'inquiétude deviennent, après avoir été en quelque sorte repérées par les « géographes-chercheurs », des thèmes de recherche à part entière. Une fois que la géographie s'est approprié ces sujets d'inquiétude, les échanges avec la société ambiante se font dans le sens inverse : c'est à la discipline de transmettre ses résultats et son inquiétude afin de sensibiliser les « non-géographes ». C'est un système idéalement ouvert, propre à saisir des inquiétudes émergentes, à les étudier et à proposer des explications conséquentes.

L'enseignement de la géographie en classe de seconde

Pour fini, il nous a semblé intéressant de porter notre attention sur l'enseignement de la géographie, en classe de seconde notamment, en nous basant sur deux manuels scolaires tous les deux édités dans la collection Hatier, mais l'un en 1987 et l'autre en 2001. Nous ne souhaitons pas porter un jugement sur la manière dont la géographie y est présentée et pratiquée, le temps et le travail en amont nous fait ici défaut. Notre propos est de voir, brièvement, dans quelle mesure un manuel scolaire subit l'influence des inquiétudes ambiantes en même temps qu'il essaie d'y répondre.

Les éléments de comparaison les plus éloquents sont les titres des chapitres repris dans le tableau qui suit :

Manuel de 1987	Manuel de 2001
Chap 1 : Les grands espaces peuplés	Chap 1 : Plus de 6 milliards d'hommes sur la Terre
Chap 2 : Les visages de la Terre	Chap 2 : Nourrir les hommes
Chap 3 : La Terre et ses richesses	Chap 3 : L'eau, entre abondance et rareté
Chap 4 : Les climats de la Terre	Chap 4 : Dynamiques urbaines et environnement urbain
Chap 5 : Les grands milieux	Chap 5 : Les littoraux
Chap 6 : Les groupes humains	Chap 6 : Les montagnes
Chap 7 : Production et échanges	Chap 7 : Les sociétés face aux risques
Chap 8 : Les campagnes et les sociétés rurales	
Chap 9 : Le fait urbain	

Sans tomber dans le dénigrement ou l'encensement d'un ouvrage ou de l'autre, car quatorze années les séparent tout de même -et le monde d'avant 1989 n'est vraiment pas celui d'après 2000-, on notera que les titres de chapitre du manuel de 2001 laissent supposer un contenu plus problématisé (voire plus « inquiet ») que dans le manuel de 1987. La manière dont la géographie est enseignée au collège et au lycée constitue selon nous une piste pertinente pour réfléchir à une géographie, en tant que discipline universitaire cette fois, « critique, vigilante, humaniste » et inquiète. C'est la continuité du ton qui est en question, cohérence aussi nécessaire que le besoin de comprendre le « monde dans lequel on vit » est pressant.

Conclusion :

Pour être en mesure de se poser la question fondamentale de la dimension humaine et morale de la recherche géographique, et des simplifications sociales et politiques de ce savoir, nous avons mis en avant, non pas dans un souci de démonstration mais plutôt d'ouverture sur des sujets de discussion, les éléments qui nous semblaient symptomatiques des temps qui courent.

À notre sens, il reste très difficile d'entamer une réflexion sur la géographie sociale sans avancer des considérations finalement valables pour la géographie tout court. C'est un point du débat qui demeure, tant la frontière est aussi aléatoire que ténue. Pour éviter les méandres et les discordes, nous nous en remettons, en guise de conclusion, à l'appel que Pierre George a lancé dans ses Chroniques du XXème siècle, pour que la géographie soit tout simplement « une géographie de la condition humaine » (Pierre George, dernière phrase, p127).